ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation, le 7 avril 1988, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 17 janvier 1964 d'exécution de la loi portant indemnité en faveur des familles des militaires soldés", a donné le 25 avril 1988 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 7 april 1988 door de Minister van Binnenlandze Zaken, Openbaar Ambt en Decentralisatie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 17 januari 1964 tot uitvoering van de wet houdende vergoeding ten behoeve van de gezinnen van soldijtrekkende militairen", heeft op 25 april 1988 het volgend advies gegeven :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'Etat attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

+

OBSERVATION GENERALE.

L'arrêté en projet tend à remplacer les commissions des indemnités de milice dont le ressort est actuellement l'arrondissement judiciaire par des commissions provinciales.

Il résulte de l'adoption de la province comme ressort territorial de la commission des indemnités de milice que les recours émanant de personnes habitant les communes germanophones du pays devront être portés devant la commission précitée, siégeant à Liège.

Il faudrait, dès lors, que cette commission comprenne au moins une personne connaissant la langue allemande.

Cette question devrait être réglée.

+

.../...

EXAMEN DU TEXTE.

Préambule.

Il convient de rédiger la fin de l'alinéa 2 comme suit : "..., notamment l'article 44, l'article 45, modifié par l'arrêté royal du 14 août 1972, et les articles 46 et 47;".

Dispositif.

Article 1er.

L'article 44 en projet serait mieux rédigé comme suit :

"Article 44. Une commission provinciale des indemnités de milice est instituée au chef-lieu de chaque province".

Article 2.

1. Le paragraphe 1er, qui fixe la composition des commissions, et le paragraphe 3, qui fixe le mode de désignation de ses membres, pourraient être fusionnés (voyez l'article 45 actuel).

.../...

2. Aucune disposition ni de l'article 45 en projet ni d'un autre article de l'arrêté du 17 janvier 1964 ne fixe la durée du mandat des membres des commissions (1). Selon le fonctionnaire délégué, les fonctions du magistrat président ne peuvent prendre fin que par décès ou démission volontaire; les fonctions des assesseurs prennent fin dans les mêmes cas mais aussi quand ils cessent d'exercer leur fonction principale.

3. Il n'est pas précisé dans l'article 45 en projet que le président doit être membre d'un tribunal de première instance de la province et que l'inspecteur des contributions et le commissaire d'arrondissement doivent être choisis parmi les fonctionnaires en fonction dans la province, ce qui est, selon le fonctionnaire délégué, l'intention des auteurs du projet.

4. Le paragraphe 3 de l'article 45 en projet prévoit que le président de la commission provinciale des indemnités de milice est nommé par le Roi. Comme le président est, par ailleurs, un magistrat de l'Ordre judiciaire, il convient de préciser dans le texte, pour le rendre compatible avec l'article 294, alinéa 2, du Code judiciaire, que sa nomination par le Roi intervient sur la proposition du Ministre de la Justice. En raison de cette précision, ledit Ministre devrait également intervenir comme Ministre proposant l'arrêté royal en projet, comme Ministre chargé de l'exécution de l'arrêté et comme signataire de ce même arrêté.

.../...

---

(1) L'article 45 existant est, pareillement, muet sur ce point.

5. Quant à la forme, l'article 2 appelle les observations suivantes :

- l'observation faite à propos de l'alinéa 2 du préambule vaut également pour la phrase liminaire de l'article 2;

- dans l'article 45 en projet, il ne se justifie pas de recourir à la division en paragraphes alors que chacun de ceux-ci ne comporte qu'un seul alinéa;

- au paragraphe 1er (devenant l'alinéa 1er), il vaut mieux remplacer les tirets par 1°, 2°, 3°.

Article 3.

Dans la deuxième phrase de l'article 46 en projet, il y a lieu de remplacer dans le texte néerlandais "beroepsschrift" par "beroepschrift" et, dans les deux textes, de remplacer les mots "s'il y échet" par les mots "le cas échéant".

En outre, puisque le président fixe l'ordre du jour, il n'y a pas lieu de maintenir, dans cette même phrase, les mots "d'élaborer l'ordre du jour des séances suivant décision du président". Ces termes doivent, dès lors, être omis.

.../...

La dernière phrase de l'article 46 en projet appelle deux observations (1). Elle ne précise ni ce qui doit être exactement notifié ni la forme de la notification. Compte tenu de ce que la loi du 9 juillet 1951 portant indemnité en faveur des familles des militaires soldés, en son article 36, alinéa 4, impose de motiver la décision, c'est le texte intégral de celle-ci qui doit être notifié et non un extrait ou un résumé. Comme cette notification fait courir le délai d'introduction d'un recours devant le Conseil d'Etat, recours autorisé par l'article 38 de la loi précitée, il convient que cette notification soit faite sous pli recommandé à la poste.

Le texte suivant est proposé pour la dernière phrase de l'article 46 en projet :

"Il notifie aux parties et au Ministre de l'Intérieur, sous pli recommandé à la poste, une copie certifiée conforme par le président, de la décision intervenue".

.../...

---

(1) La section de législation du Conseil d'Etat n'a pas eu l'occasion de formuler ses observations sur le projet de l'arrêté royal du 17 janvier 1964 d'exécution de la loi portant indemnité en faveur des familles des militaires soldés, qui ne lui a pas été soumis "vu l'urgence".

Article 4.

Au 1°, il y a lieu d'écrire :

"1° Dans l'alinéa 1er, les mots "du ressort du tribunal de première instance de son siège" sont remplacés par les mots "de la province où elle a son siège".

A la fin du texte français en projet figurant sous le 2°, mieux vaut écrire : "... la commission des indemnités de milice de la province de Brabant est compétente".

Le mot "provinciale" après "commissie" doit être supprimé dans le texte néerlandais.

Article 5.

Selon le fonctionnaire délégué, l'intention de l'auteur du projet est de fixer l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions à une date suffisamment éloignée pour permettre de constituer les commissions provinciales et spécialement de nommer les magistrats qui les présideront. L'arrêté réglementaire qui fait l'objet du projet entrera donc en vigueur en même temps que les arrêtés royaux nommant les présidents des nouvelles commissions.

Il est, dès lors, justifié de déroger à la règle générale d'entrée en vigueur des arrêtés réglementaires.

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de Regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

+

ALGEMENE OPMERKING.

Het ontworpen besluit strekt ertoe de militievergoedingscommissies, waarvan het huidige ambtsgebied het rechterlijk arrondissement is, te vervangen door provinciale commissies. Dat het territoriaal ambtsgebied van de militievergoedingscommissie de provincie wordt, brengt mee dat de beroepen uitgaande van personen die in de Duitstalige gemeenten van het land wonen, aanhangig zullen moeten worden gemaakt bij de voornoemde commissie, zitting houdend te Luik.

In die commissie zou dan ook ten minste één persoon zitting moeten hebben die Duits kent.

Die kwestie zou moeten worden geregeld.

+

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Aanhef.

Het slot van het tweede lid dient als volgt te worden geredigeerd : "... inzonderheid op artikel 44, op artikel 45, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 augustus 1972, en op de artikelen 46 en 47;".

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

Het ontworpen artikel 44 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 44. Een provinciale militievergoedingscommissie wordt ingesteld in de hoofdplaats van elke provincie".

Artikel 2.

1. Paragraaf 1, die de samenstelling van de commissies regelt, en paragraaf 3, die de wijze bepaalt waarop de leden van die commissies worden aangewezen, zouden kunnen worden samengevoegd (zie het huidige artikel 45).

.../...

2. Geen enkele bepaling van het ontworpen artikel 45 of van enig ander artikel van het besluit van 17 januari 1964 bepaalt de duur van het mandaat van de leden van de commissies (1). Volgens de gemachtigde ambtenaar kan het ambt van de magistraat-voorzitter alleen eindigen door overlijden of vrijwillig ontslag; het ambt van de bijzitters eindigt in dezelfde gevallen, maar ook wanneer zij ophouden hun hoofdambt uit te oefenen.

3. In het ontworpen artikel 45 wordt niet gepreciseerd dat de voorzitter lid moet zijn van een rechtbank van eerste aanleg van de provincie en dat de inspecteur der belastingen en de arrondissementscommissaris moeten worden gekozen uit de ambtenaren die hun ambt uitoefenen in de provincie, wat, volgens de gemachtigde ambtenaar, de bedoeling is van de stellers van het ontwerp.

4. Paragraaf 3 van het ontworpen artikel 45 bepaalt dat de voorzitter van de provinciale militievergoedingscommissie door de Koning wordt benoemd. Aangezien de voorzitter bovendien een magistraat van de rechterlijke orde is, zou de tekst, wil hij bestaanbaar zijn met artikel 294, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek, moeten preciseren dat de benoeming van de voorzitter door de Koning geschiedt op de voordracht van de Minister van Justitie. Wegens die precisering zou de genoemde Minister het ontworpen koninklijk besluit mede moeten voordragen en zou hij mede met de uitvoering ervan moeten worden belast, terwijl hij het ook mede zou moeten ondertekenen.

.../...

---

(1) Ook het bestaande artikel 45 zwijgt daarover.

5. Wat de vorm betreft zijn bij artikel 2 de volgende opmerkingen te maken :

- de opmerking die is gemaakt bij het tweede lid van de aanhef, geldt eveneens voor de inleidende volzin van artikel 2;

- in het ontworpen artikel 45 is de indeling in paragrafen niet gewettigd daar elk van die paragrafen slechts uit één lid bestaat;

- in paragraaf 1 (die het eerste lid wordt) vervange men de streepjes door 1°, 2°, 3°.

Artikel 3.

In de tweede volzin van het ontworpen artikel 46 schrijve men "beroepschrift" in plaats van "beroepsschrift" en vervange men de woorden "indien nodig" door de woorden "in voorkomend geval".

Aangezien de voorzitter de agenda vaststelt, is er bovendien geen grond om, in diezelfde volzin, de woorden "het opmaken van de agenda van de vergaderingen naar de beslissing van de voorzitter" te handhaven. Die woorden moeten derhalve vervallen.

.../...

Bij de laatste volzin van het ontworpen artikel 46 zijn twee opmerkingen te maken (1). Hij preciseert niet wat juist ter kennis gebracht moet worden, noch in welke vorm dat moet geschieden. Gelet op het feit dat de wet van 9 juli 1951 houdende vergoeding ten behoeve van de gezinnen van soldijtrekkende militairen in artikel 36, vierde lid, voorschrijft dat de beslissing met redenen omkleed moet zijn, moet de volledige tekst van die beslissing ter kennis gebracht worden en niet een uittreksel of een samenvatting ervan. Aangezien die kennisgeving de termijn doet ingaan om bij de Raad van State het door artikel 38 van de voornoemde wet toegestane beroep in te stellen, behoort die kennisgeving te worden gedaan bij ter post aangetekend schrijven.

De volgende tekst wordt voorgesteld voor de laatste volzin van het ontworpen artikel 46 :

"Bij ter post aangetekend schrijven brengt hij de partijen en de Minister van Binnenlandse Zaken een door de voorzitter voor eensluidend verklaard afschrift van de getroffen beslissing ter kennis".

.../...

---

(1) De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft niet de gelegenheid gehad haar opmerkingen te formuleren over het ontwerp waaruit het koninklijk besluit van 17 januari 1964 tot uitvoering van de wet houdende vergoeding ten behoeve van de gezinnen van soldijtrekkende militairen is ontstaan, welk ontwerp haar niet is voorgelegd "gelet op de dringende noodzakelijkheid".

Artikel 4.

In de tekst onder 1° schrijve men :

"1° In het eerste lid worden de woorden "uit het rechtsgebied van de rechtbank van eerste aanleg van haar zetel" vervangen door de woorden "uit de provincie waar zij haar zetel heeft".

Aan het slot van de ontworpen Franse tekst onder 2° schrijve men : "... la commission des indemnités de milice de la province de Brabant est compétente".

Het woord "provinciale" na "commissie" moet geschrapt worden.

Artikel 5.

Volgens de gemachtigde ambtenaar ligt het in de bedoeling van de steller van het ontwerp de inwerkingtreding van de nieuwe bepalingen vast te stellen op een datum die voldoende veraf ligt om de provinciale commissies te kunnen samenstellen en vooral om de magistraten te kunnen benoemen die ze zullen voorzitten. Het ontworpen verordeningsbesluit zal dus in werking treden op hetzelfde tijdstip als de koninklijke besluiten houdende benoeming van de voorzitters van de nieuwe commissies.

Het is derhalve gewettigd af te wijken van de algemene regel inzake inwerkingtreding van de verordeningsbesluiten.

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

R. ANDERSEN, conseillers d'Etat,
J.-Cl. GEUS, staatsraden,

Cl. DESCHAMPS, assesseurs de la section de législation,

P. GOTHOT, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.
Le rapport a été présenté par M. A. MERCENIER, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.
Het verslag werd uitgebracht door de H. A. MERCENIER, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY. J.-J. STRYCKMANS.